

Echos des départements (28 janvier)

Tarn

L'année dernière, l'équipe de l'école de Victor Hugo avait tiré la sonnette d'alarme auprès de la DSDEN pour que la situation de leur école soit considérée et sérieusement prise en compte. Il avait fallu que l'école soit en grève pour que la DSDEN daigne se rapprocher de l'équipe pour chercher des solutions... Sauf que, au final, la DASEN avait contourné leurs revendications notamment en mettant celles des AESH de côté.

Depuis la rentrée, la situation a empiré face à une inclusion impossible et ce malgré 18h d'accompagnement et des soins. (...) La situation est devenue tellement intenable, tant par le vécu sur l'école des personnels, que par l'attitude de la DSDEN, que l'équipe des AESH a décidé de se mettre en grève à partir de ce lundi 26 janvier pour se faire entendre.

Les grévistes de ce lundi 26 janvier se sont réunis et ont décidé d'organiser la grève dans le Tarn, lundi 2 février, avec manifestation en départ de l'école de Victor Hugo Graulhet, pour soutenir les revendications des AESH de l'école, et au-delà, pour porter au grand jour que ce qui se passe dans cette école se passe partout ailleurs !

Le SNUDI-FO 81 appelle tous les personnels à se réunir dans leur école, à discuter de ce mouvement, et à décider de la grève lundi 2 février et de ses suites !



Gironde

Un communiqué du SNUDI-FO 33 qui annonce la réunion du comité départemental de défense de l'Ecole publique le 4 février ainsi que de nombreuses RIS dans les écoles, ainsi qu'une affiche.

(...) L'an dernier, c'était une suppression de 20 postes au niveau académique, là c'est 6 fois plus ! Pour notre département, cela s'était traduit pas 105 fermetures de classes... A la rentrée 2026, on en ferme 600 ????

C'est un projet d'une violence inédite contre l'Ecole Publique !

Sans attendre les instances du CSASD, la DSDEN de la Gironde a déjà réservé 21 postes pour la mise en place des PAS (Pôles d'appui à la Scolarité). Avec 21 PAS, la priorité de la carte scolaire est donc de contourner les notifications de la MDPH et « coacher » les enseignants au lieu de prendre en charge les élèves à besoins particuliers.

Dès maintenant, il faut refuser les fermetures de classes ! Nous invitons toutes les écoles à nous faire remonter dès maintenant les enquêtes cartes scolaires.

En 2025, c'est grâce aux mobilisations, aux blocages d'écoles, avec les parents que nous avons gagné l'annulation de 30 fermetures de classes. Nous devons dès à présent nous mobiliser pour refuser cette avalanche de fermetures programmées ! L'an dernier les parents, avec les enseignants et les élus se sont regroupés en comité de défense des écoles de Gironde. Ce comité a permis de relayer les actions de chacun.

Le comité se réunira mercredi 4 février à 18h en visio pour discuter des actions, blocages prévus. Nous invitons tous ceux qui le veulent à rejoindre le comité.

Plusieurs RIS sont déjà prévues dans les écoles qui nous ont contacté car elles risquent une fermeture. »

Ille-et-Vilaine



Environ 300 enseignants, AESH, personnels territoriaux et parents d'élèves réunis devant le Rectorat à Rennes. Près de 1 000 personnels en grève mardi 27 janvier.

A l'appel des organisations syndicales SNUDI-FO 35, FSU-SNUIPP 35, SE-UNSA 35, SUD Education 35, CGT Educ'Action 35, CFDT 35 de nombreuses écoles du département étaient mobilisées ce mardi 27 janvier, certaines étant fermées pour dénoncer l'hypocrisie de la politique de l'école inclusive et son impact sur les conditions de travail et la santé des personnels dans notre département. Ce mouvement de grève était également soutenu par des parents d'élèves et la FCPE 35.

Une AG s'est tenue à la suite du rassemblement réunissant une cinquantaine de personnels et de parents d'élèves. Plusieurs perspectives ont été dressées notamment une future mobilisation par la

grève, des actions coups de poing (devant l'ARS), la rédaction des revendications dans chaque école (dressant la liste des moyens exigés) et leur remontée aux syndicats ainsi que leur médiatisation.

Indre-et-Loire

INVITATION au Stage "mobilisations » (budget de guerre, carte scolaire et inclusion systématique et forcée) ! URGENT derniers jours !

Pour contrer le budget de guerre, pour s'opposer aux fermetures de classe et à l'inclusion systématique et forcée (véritable maltraitance pour les élèves et les personnels), participez à notre stage "mobilisations".

Participez au stage mobilisations jeudi 6 février contre l'avalanche de fermetures de classes prévues dans le cadre des coupes budgétaires et le chaos de l'inclusion scolaire. Les parents sont conviés à ce stage !

STOP AU CHAOS ORGANISE POUR DEMANTELER L'ECOLE PUBLIQUE !

Académie de Versailles

Extrait de la motion intersyndicale adoptée au dernier CSA académique (annexe) :

(...) Les organisations syndicales FNEC FP-FO, CGT Educ'action et FSU de l'académie de Versailles dénoncent

- *ces budgets d'austérité pour l'Education nationale*
- *la politique de militarisation de l'Ecole, l'utilisation de l'école et de ces personnels comme recruteurs pour les armées*

Les organisations syndicales FNEC FP-FO, CGT Educ'action et FSU de l'académie de Versailles demandent :

- *L'annulation des suppressions de postes et l'attribution des moyens nécessaires pour le rétablissement des postes, des divisions et des classes à hauteur des besoins*
- *L'interdiction de toute intrusion militaire dans les établissements scolaires*
- *Le retrait du guide « Acculturer les jeunes à la défense » et la fin des « classes défense »*

Bouches-du-Rhône :

17 collègues personnels d'un collège marseillais (Caillols) se sont réunis à la demande des AESH de leur établissement mardi 13 janvier en AG avec le soutien des sections syndicales SNFOLC et FSU, suite à l'opposition du Ministre de l'Education Nationale, E. GEFFRAY, d'accorder un statut de fonctionnaire de catégorie B aux AESH (proposition de loi retoquée au Sénat). Il a mis en avant la situation atypique des AESH, qui travaillent à temps incomplet, « or il n'existe que des fonctionnaires à temps complet ».

Les personnels ont listé leurs revendications et se sont adressés aux personnels du secteur : « *Nous vous proposons de nous réunir ensemble dans le secteur pour construire avec nos organisations syndicales la mobilisation unitaire. Nous pourrions nous réunir en AG de délégués d'établissements, mobiliser les parents, établir combien de postes d'AESH manque dans notre secteur, organiser un rassemblement devant la DSDEN...* »

Val-de-Marne

Extrait du communiqué SNUDI-FO, SNFOLC, SNUIPP, SNES-FSU, CGT et Sud : « Jeudi 15 janvier, à l'appel de nos organisations syndicales, plusieurs dizaines d'écoles étaient fermées (Fresnes, Vitry-sur-Seine, Champigny-sur-Marne, Thiais, Villejuif, ...) et plusieurs centaines d'enseignants et AESH étaient en grève pour dénoncer le manque de moyens pour les élèves en situation de handicap de notre département, « Pour des AESH dans nos classes, tout de suite ! Pour le respect des notifications MDPH ! ».

Entre 400 et 500 enseignants et AESH se sont rassemblés, jeudi 15 janvier, place Bainville, à proximité du ministère de l'Éducation nationale aux cris de « *Maintenant, tout de suite 3000 AESH pour le Val-de-Marne !* » « *les milliards pour les AESH pas pour les porte-avions* » ou encore « *un vrai statut un vrai salaire* ». (...) Le ministre **ne nous laisse pas d'autre choix que de convoquer des assemblées dans toutes les écoles, collèges et lycées pour discuter ensemble enseignants, AESH, parents, de préparer, d'organiser dans l'unité avec nos organisations syndicales le blocage de nos écoles par la grève**, dans l'unité des enseignants et des AESH avec nos organisations syndicales sur notre plateforme commune, de la grève avec les agents territoriaux des écoles, animateurs, ATSEM qui sont confrontés aux mêmes problématiques, de la grève avec le soutien des parents et de leurs associations (...). »

Vaucluse

Le projet de « départementalisation du remplacement » et la fusion des corps de remplaçants (TR et Brigades) ne sont plus de simples hypothèses : ils sont désormais à l'agenda de la Direction Académique. Le SNUDI-FO 84 revendique :

- **L'arrêt des projets de fusion** : Nous refusons la gestion indifférenciée des remplaçants et exigeons le maintien des spécificités des postes de TR et de Brigades.
- La gestion des TR par **les circonscriptions comme actuellement**

Pour faire le point sur les annonces de l'Administration et décider ensemble des actions à mener, le SNUDI-FO du Vaucluse invite tous les collègues remplaçants à participer à notre réunion en visio **JEUDI 29 JANVIER à 17H30**.